

Mais pourquoi les CFF louent nos gares à Coca-Cola ?

Baptiste Laville (Verts)

Mais que se passe-t-il au sein du management des CFF ? L'appât du gain a-t-il été une nouvelle fois plus fort que tout ?

Suite à une mise au concours de ses locaux en gare de Delémont, les CFF ont décidé de déclinier l'offre de COOP et d'attribuer le nouveau contrat de bail à Valora, entreprise aux mains de FEMSA (Fomento Económico Mexicano) depuis juillet 2022 (pour quelques 1,2 milliards de dollars). La firme FEMSA, contrairement à COOP qui est une coopérative suisse, est une multinationale mexicaine (siège social à Monterrey) qui contrôle, entre autres, près de 48% du groupe Coca-Cola.

Alors que le Jura se bat pour promouvoir une économie locale et circulaire, que des agriculteurs se battent tous les jours de l'année pour défendre des produits de qualité, les CFF s'autorisent désormais à privilégier, au travers du cheval de Troie Valora, les dérives du capitalisme mondial au détriment d'entreprises locales ?

Le groupe VERT-E-S et CS-POP s'inquiète d'une telle stratégie et souhaite disposer des informations suivantes de la part du Gouvernement jurassien.

1. **Quels ont été les critères d'attribution de la mise au concours ?**
2. **Quels ont été les critères décisifs qui ont fait pencher la balance en faveur de Valora lors de la procédure de mise au concours ?**
3. **Combien de locaux dans les gares du Jura et de Suisse sont aux mains de Valora ?**
4. **« La gare de Delémont se met au vert ». Tel est le titre d'une publication des CFF. Le Gouvernement partage-t-il le constat que le CFF, avec cette attribution au groupe Valora, va à l'encontre d'une économie verte et durable ?**
5. **Le Gouvernement va-t-il officiellement protester contre cette attribution du bail au groupe Valora ?**
6. **Le Gouvernement entend-il intervenir auprès des CFF pour que cette entreprise anonyme de droit public, dont le capital est détenu totalité par l'Etat fédéral, défende des entreprises locales et régionales ?**
7. **Certaines entreprises multinationales, représentantes d'une économie néolibérale décomplexée, s'appliquent avec zèle à payer un minimum d'impôts. Le Gouvernement peut-il renseigner le groupe VERT-E-S et CS-POP quant aux impôts effectifs payés en Suisse par le groupe Valora depuis sa reprise en main par FEMSA ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Baptiste Laville (Verts)

Co-signataires

- Christophe Schaffter (CS-POP)

- Rémy Meury (CS-POP)
- Philippe Bassin (Verts)
- Pauline Godat (Verts)
- Céline Robert-Charrue Linder (Verts)
- Roberto Segalla (Verts)
- Sonia Burri-Schmassmann (Verts)
- Anita Kradolfer (Verts)
- Liza Crétin-Schumacher (CS-POP)

Intervention déposée officiellement le 01 février 2024